

**CONTRIBUTION À LA CRITIQUE POPULAIRE
DU PROJET DE FABIEN ROUSSEL
OU L'AMÉNAGEMENT DU CAPITALISME COMME PROGRAMME**

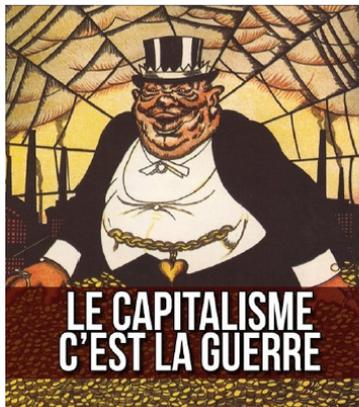
**PARTI COMMUNISTE
RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE**



Parti Communiste Révolutionnaire de France



**HALTE AUX GUERRES
DE L'IMPÉRIALISME !**



**LE CAPITALISME
C'EST LA GUERRE**



**TRAVAILLEURS D'EUROPE :
UNISSONS-NOUS CONTRE L'UE ET LE CAPITAL**



**Égalité
FEMMES - HOMMES**

**c'est le
SOCIALISME-
COMMUNISME**



**Même classe,
même ennemi :
le CAPITALISME**



Au travail, au quartier,

**droit à une
RESTAURATION
COLLECTIVE**



L'enfance n'a pas de prix

**Crèches GRATUITES
pour tous !**



**L
E
N
I
N
E**

**« IL Y A DES DÉCENNIES OÙ RIEN NE SE PASSE
ET DES SEMAINES OÙ DES DÉCENNIES
SE PRODUISENT. »**



**CLASSE CONTRE CLASSE
RE-JOINS LE COMBAT !**



Lénine

**« La richesse croît
dans la société capitaliste avec
une rapidité invraisemblable
parallèlement à la paupérisation
de la classe ouvrière ».**



Pas une voix

**aux candidats
du capitalisme
ou de son aménagement**



**Toutes nos affiches peuvent être commandées à cette adresse :
ic.pcrf@gmail.com**

**Aux formats A3, A2, A1 au prix de 1 à 2 euros.
L'adresse postale pour envoyer le paiement :**

**« Amis d'Oulianov, BP 40064, 75862 Paris CEDEX 18 »
Chèque à l'ordre de : « Mandataire PCRF »**

CONTRIBUTION À LA CRITIQUE POPULAIRE DU PROJET DE FABIEN ROUSSEL

OU L'AMÉNAGEMENT DU CAPITALISME COMME PROGRAMME

Introduction	1
A. Des sources de l'opportunisme dans le PCF et les programmes	2
B. L'État et le pouvoir, la propriété des moyens de production et d'échange	4
C. Programme de Roussel, petit examen de texte	9
D. Une seule alternative populaire : la révolution pour le socialisme-communisme	15

INTRODUCTION

Notre Parti a voulu présenter une modeste contribution populaire à la critique du programme de Fabien Roussel, candidat du PCF, et également une contribution à la critique du programme de Jean-Luc Mélenchon, candidat de la France Insoumise, dans une autre brochure que vous pourrez retrouver sur notre site. Mais, direz-vous, pourquoi pas une contribution à la critique des programmes des candidats des monopoles que sont Macron, Le Pen, Zemmour ou Pécresse ? Parce que nous ne critiquons pas mais nous faisons plus en combattant dans les luttes de classes les programmes de ces candidats qui sont ceux des conseils d'administrations des monopoles, nos ennemis principaux. Mélenchon et Roussel représentent quant à eux la domination du réformisme politique sur le mouvement ouvrier et populaire, ils sont en cela des obstacles principaux au mouvement révolutionnaire et à la construction d'un Parti communiste marxiste-léniniste fort, lié aux masses. Il est du devoir de notre Parti Communiste Révolutionnaire en France, comme des partis frères dans le monde, de combattre l'opportunisme qui domine dans le mouvement ouvrier.

Le dernier candidat du PCF à une élection présidentielle et avec un programme remonte à 2007. Le PCF avait rejoint le programme du Front de Gauche en 2012 et celui de Mélenchon en 2017. Cependant nous ne sommes pas surpris de trouver dans le programme de Roussel comme dans ceux de 2012 et 2017 toutes les caractéristiques d'un programme social-démocrate, d'entente du capital avec le travail (vous pourrez trouver sur notre site la critique de ces deux programmes). Il ne s'agit pas même d'un programme révisionniste du marxisme avec ses opportunistes parlementaires ou étapistes ou nationalistes, comme il a pu en exister à la suite du 20ème Congrès du PCUS en 1956 dans de nombreux PC, mais bien d'un programme proudhonien, antirévolutionnaire, du rêve du bon producteur et du petit capital contre le mauvais et grand capital financier, un programme d'aménagement (social) du capitalisme. Le programme ne s'attaque jamais aux deux questions clés du marxisme : ni à **l'État**, qui est vu par Roussel comme neutre, en dehors des conditions sociales ou vu par le prisme des services publics ; ni à la **propriété privée** des moyens de production. Il n'est donc, à lire le projet de Roussel-PCF, nul besoin de briser l'État bourgeois et de construire le sien au moyen d'une révolution avec un avant et un après ; il n'est pas plus besoin, à lire le projet de Roussel-PCF, d'exproprier les capitalistes et de socialiser les usines, banques, terres, entreprises, etc. c'est-à-dire de les donner à l'ensemble du peuple-travailleur. Sans réponse à ces deux questions, ce programme est une succession de vœux pieux.

A. DES SOURCES DE L'OPPORTUNISME DANS LE PCF ET LES PROGRAMMES

Les sources de l'opportunisme en France sont profondes. Nous abordons un peu cette question dans la brochure « Les voies de la construction du Parti : travail syndical et travail communiste aux entreprises » ou dans la brochure « Sur certaines particularités des sources de l'opportunisme en France ».

Marx, Engels, Lénine ont salué la troisième constituante du matérialisme historique, les luttes de classe du mouvement ouvrier français et le socialisme utopique, mais ils ont aussi critiqué la tendance de ce même mouvement ouvrier français à subordonner son action à la bourgeoisie républicaine et ainsi à ne pas développer son indépendance et son identité de classe. En 1914, ce fut le ralliement du parti ouvrier d'alors, le Parti socialiste, à l'union sacrée dans la guerre impérialiste, par le biais de la défense de la République, sans aucun contenu de classe. Ce ralliement constitua une trahison ouverte du mouvement ouvrier français et international. Cette trahison de la Seconde Internationale conduisit purement et simplement à la défense (sous couvert de références « socialistes ») du système capitaliste impérialiste et de son propre impérialisme. Le Parti communiste français, grâce à l'aide et aux conseils de l'Internationale Communiste, combattit pour l'indépendance du mouvement ouvrier, l'internationalisme prolétarien et le socialisme durant des décennies. Toutefois, la stratégie mondiale du communisme allait subir maintes transformations avec la ligne opportuniste du 20ème Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (1956 – PCUS) devenant « Ligne générale » de la majorité du mouvement communiste international, celle du PCF et du nouvel eurocommunisme pendant des dizaines d'années.

Sans entrer dans le détail de l'ensemble du caractère opportuniste et révisionniste, centrons-nous pour introduction sur la possibilité (vite devenue ligne unique) de la conquête d'une majorité parlementaire (sujet fort en période électorale !) composée des Partis communistes et sociaux-démocrates (en France principalement PS et PRG jusque récemment). Dans ce cadre, on a eu un aperçu des conséquences dramatiques de ce postulat, avec le vote du groupe parlementaire communiste pour les pleins pouvoirs sur la question algérienne, donnés au gouvernement « socialiste » de Guy Mollet (1956). Ce qui se traduit (trahison sociale-démocrate oblige) par l'appel au contingent pour mater la lutte de libération du peuple algérien. Ce caractère opportuniste résidait dans l'analyse erronée de la social-démocratie, non comme parti social-impérialiste (socialiste en paroles, impérialiste dans les faits, comme disait Lénine), mais comme parti réformiste, soi-disant favorable au socialisme, dont l'alliance avec le parti communiste permettrait de surmonter l'opportunisme. La réalité historique montre que les conséquences de cette ligne conduisirent à l'inverse : le renforcement de l'hégémonie sociale-démocrate et la social-démocratisation progressive des partis communistes. Prenons l'exemple du PCF qui va réviser complètement, dans les années 70, la théorie marxiste de l'État selon laquelle tout État est constitué par la dictature de la classe dominante ; ce parti va abandonner la théorie de la révolution et du socialisme comme alternative au capitalisme, pour ne citer que les liquidations décisives. Ensuite, dans les années 90, le PCF va prôner la théorie du « dépassement du capitalisme » à

partir de réformes accumulées, économiques et dans les institutions, pour construire une « société plus juste et humaine ». Ainsi, la question centrale, pour combattre et renverser le capitalisme, de la propriété privée des moyens de production et d'échange, fut liquidée, et l'accent fut mis sur les « nouveaux critères de gestion (à l'entreprise) » dans le cadre du capitalisme que nous retrouvons sans surprise avec ce nouveau projet 2022. Dès lors, l'opportunisme traditionnel hérité de Bernstein et Kautsky, fondé sur la thèse de la possibilité d'une transformation du capitalisme en socialisme par « la conquête du gouvernement » (et non par la prise du pouvoir par la révolution socialiste) au moyen de réformes graduelles, ne pouvait que rencontrer les théories altermondialistes de soutien social au capitalisme pour une « autre Europe », pour « L'Humain d'abord », pour un « autre capitalisme », c'est-à-dire les composantes de l'altercapitalisme. Ce postulat de prétendre possible de satisfaire les besoins sociaux dans le cadre des rapports de production et du système capitaliste, constitue le grand trait de l'opportunisme contemporain, représenté en France notamment par LFI et le PCF. Le ralliement du PCF, membre du Parti de la Gauche européenne (PGE sociale-réformiste), ne surprend pas, mais que viennent faire dans cette nébuleuse (fût-elle importante électoralement, ce qui n'est qu'un critère provisoire) des groupes qui se réclament de la construction d'un nouveau parti communiste et du marxisme-léninisme ? C'est probablement le poids des survivances du révisionnisme khrouchtchévien et l'héritage politique et « culturel » du « programme commun PS/PCF » des années 70. Tous, Mélenchon comme le PCF, participèrent au gouvernement de gauche plurielle de Jospin, véritablement social-libéral, au bilan si désastreux pour les travailleurs, et les mêmes prétendent incarner maintenant depuis des années la « gauche de transformation sociale » ! Est-ce le rôle des communistes marxistes-léninistes que de favoriser l'amnésie et de donner du rouge à la social-démocratie ennemie du peuple-travailleur et ce tandis que nous n'avons même pas de Parti Communiste reconnu en tant que tel dans la classe ouvrière du pays ?

Pour cette contribution à la critique de ce programme 2022 du PCF, nous n'irons pas sur le terrain de la forme, alors que Fabien Roussel (et le PCF) rentre en plein dans le jeu présidentiel antidémocratique de l'homme providentiel, avec des meetings tournés vers sa personne, en écrivant du « *Je l'entends dans mes déplacements* », « *je veux aider* », « avec *ma* candidature... *je veux* tourner... », en parlant du "roussellement" selon sa propre expression, de « sa rencontre avec les français ». Essayons donc de juger sur le fond de ce programme (Roussel veut qu'on dise « projet »...), et cela même si les campagnes électorales des démocraties bourgeoises centrées autour de promesses ne se prêtent pas toujours à l'exercice de l'analyse d'un « programme » bâti sur ces promesses qui n'engagent que celui qui y croit !

B. L'ÉTAT ET LE POUVOIR, LA PROPRIÉTÉ DES MOYENS DE PRODUCTION ET D'ÉCHANGE

« *La lutte pour soustraire les masses laborieuses à l'influence de la bourgeoisie en général et de la bourgeoisie impérialiste en particulier, est impossible sans une lutte contre les préjugés à l'égard de l'État. Que l'État soit l'organisme de domination d'une classe déterminée, qui ne peut pas être conciliée avec son antipode (avec la classe qui lui est opposée), c'est ce que la démocratie petite-bourgeoise ne peut jamais comprendre* ». (Lénine, Tome 25 p. 416-420). L'analyse marxiste de l'État est purement et simplement ignorée dans ce programme : l'analyse opportuniste classique sur un État « neutre » est le fil rouge de ce texte. L'État et ses appareils coercitifs sont totalement ignorés. En lieu et place, la République sert de terrain pour porter et défendre l'intérêt général, contre les « logiques mortifères », « arracher enfin le pouvoir à la finance », « république qui aura à cœur de faire des biens communs sa priorité », d'« intervenir sur les décisions économiques et l'utilisation de l'argent », etc. (voir analyse de texte de la troisième partie de cette brochure).

Ne s'appuyant sur aucun des principes marxistes, le PCF ne voit pas dans l'Etat l'organe de direction de la classe dominante, mais la « démocratie pour tous », la « République » sans analyse de leur contenu de classe. Le décisif pour le PCF réside dans la « logique économique », en posant la question du choix entre rentabilité financière et logique pour les humains. « Gagner de nouveaux critères de gestion (dans le cadre de la propriété privée des monopoles !) devient le principal moyen de dépasser le capitalisme », alors que reste intacte la propriété capitaliste et la dictature de la bourgeoisie monopoliste. Cette utopie réformiste et criminelle par ses conséquences possibles illusionne les travailleurs sur le mode de production capitaliste, en ignorant le rôle central de l'exploitation et de l'appropriation par le capital de la plus-value.

À l'analyse matérialiste de l'État est substitué un État en « équilibre instable » permanent, où la domination d'une classe peut être contestée simplement par d'autres choix politiques qui peuvent inverser cette même domination. C'est une caricature du marxisme. Le pouvoir et la dictature de classe (le mot n'est pas cité) ne s'appuient pas principalement sur des choix politiques, mais sur les facteurs matériels : propriété privée des moyens de production, appropriation privée de la plus-value par la classe capitaliste, exploitation du salariat grâce aux rapports de production capitalistes, toutes ces lois objectives du capitalisme sont défendues et pérennisées par l'État qui est aux mains de la classe dominante, la bourgeoisie monopoliste. Un « autre choix politique », « une autre logique économique » (en réalité un changement total de société) ne sauraient s'imposer dans le cadre du système capitaliste, sans révolution socialiste qui brise l'appareil d'État capitaliste pour édifier le socialisme au moyen du pouvoir ouvrier et populaire. Cette sous-estimation des appareils coercitifs de l'État, pourtant visibles lors d'occupations d'usines où les CRS et gardes mobiles sont déployés (jusqu'à la tragédie du Chili où l'unité populaire fut écrasée parce que ses dirigeants et les partis de gauche avaient « oublié » les enseignements de la théorie marxiste-léniniste de l'État) est source de graves conséquences. C'est non seulement léger mais irresponsable !

Extrait programme du Parti Communiste Révolutionnaire de France (PCRF) :

« De manière générale, l'État est un instrument de domination au service de la classe dominante d'une société dans un mode de production donné. Dans notre pays, comme dans les pays capitalistes, l'État est au service du capital financier (fusion du capital industriel et du capital bancaire). Disposant d'outils multiples, il permet de maintenir sa domination de classe sur le peuple-travailleur. Lors des contestations, l'État bourgeois applique la répression grâce à sa police et à un arsenal juridique (lois, état d'urgence...) et judiciaire. »

Le programme de Roussel d'aujourd'hui est l'aboutissement d'un long cheminement dans le PCF, dont le fil conducteur est le rejet comme antagonisme principal de la contradiction entre le caractère social de la production (des millions d'hommes en interaction) et la propriété privée des moyens de production et d'échange (les propriétaires capitalistes), du rejet de la théorie marxiste de la plus-value, de la force de travail devenue marchandise, de la volonté de résoudre cet antagonisme par la socialisation des moyens de production et d'échanges, par l'abolition du salariat. Ainsi, selon le PCF, l'entente entre le travail et le capital serait devenue possible. La démocratie perd sa caractérisation de classe : prolétaire ou bourgeoise. La démocratie pour tous est atteignable sous le capitalisme où s'accordent salariés et capitalistes. Le PCF parle depuis des années de se « réapproprier le travail », comme dans les documents d'orientation des syndicats CGT par exemple, en ignorant et en liquidant la question centrale de la propriété des moyens de production. Jamais en France les travailleurs ne se sont appropriés le travail, le propre du capitalisme, quelle que soit sa politique globale, est d'exproprier les travailleurs des fruits de leur travail. Les illusions juridiques sont graves ; le capitalisme repose sur l'exploitation du travail salarié, aucune proclamation, aucun espoir de comportements humains, sans rupture pratique avec le capitalisme, ne changera quoi que ce soit à cette réalité quotidienne.

Après le concept de « démocratie avancée » des années 60, le PCF se rallie à « l'avancée démocratique vers le socialisme », « pas à pas », puis la stratégie « du socialisme autogestionnaire » qui prônait la construction du socialisme en bas, sans se soucier d'aller au gouvernement (encore moins de prendre le pouvoir !), fut abandonnée. G. Marchais vantait alors un mode de consommation petit-bourgeois : « Le socialisme à la française est inconcevable sans que la possibilité soit offerte aux personnes, aux familles d'être propriétaires du logement qu'elles occupent, de leur automobile, de leur résidence secondaire ». « La France n'est plus le pays des – Misérables – de Victor Hugo ou du Germinal d'Emile Zola » (G.Marchais. « Rapport du Comité central. XXIVème Congrès du PCF). A ce Congrès, est lancé un nouveau concept qui accentue la critique du socialisme en URSS, « les socialismes », avec l'idée centrale qu'« il y a autant de socialismes que de pays », sans analyse concrète et pour mieux justifier le « socialisme à la française » du PCF. On aboutissait ainsi à nier la validité et l'existence de lois universelles dans la construction du socialisme ! De plus, ce « socialisme » emprunte plus au « socialisme du goulasch » de Khrouchtchev (goulasch signifiant soupe ou ragoût), mettant l'accent plus sur la consommation individuelle que collective et ne traitant ni de la liquidation de l'exploitation du salariat, ni de l'oppression nationale, ni de la nécessité historique d'abolir le salariat et de liquider les classes.

Les questions de l'Etat et de la révolution restaient totalement éludées. G. Marchais écrivit un livre intitulé « Démocratie » dans lequel il se livrait à une apologie de la démocratie bourgeoise devenue la finalité du combat du PCF. « *J'ai montré que nous avons totalement extirpé de nos têtes la conception d'une société socialiste qui succéderait en bloc à la société capitaliste, d'une révolution qui se ferait un 'grand soir'* ». (« Démocratie ». G.Marchais. pages 209-210. Editions Grasset).

Les concepts de classe découlant de l'analyse des rapports de production d'exploitation sont abandonnés au profit d'une vague « approche sociologique », le PCF parlait de plus en plus des « pauvres », des « gens ».

Comme Roussel et le PCF aujourd'hui, G. Marchais divisait le capitalisme en bons et mauvais côtés, la lutte consistant à corriger les mauvais côtés, notamment, pour Marchais, « l'absence d'intervention des salariés dans la gestion ». Marx réfute ce genre de « dialectique ». « *Pour M. Proudhon, toute catégorie économique a deux côtés : l'un bon, l'autre mauvais. Le bon côté et le mauvais côté, l'avantage et l'inconvénient pris ensemble forment, pour M. Proudhon, la contradiction dans chaque catégorie économique* » ; (K. Marx, Misère de la philosophie, Editions sociales 1947, page 89).

Les années 80 sont marquées par cette « nouvelle politique », théorisée par l'économiste Boccara, qui propose l'adoption de nouveaux « critères de gestion » à la place de ceux définis par Marx dans Le Capital. L'objectif est de légitimer le profit capitaliste et de s'inscrire dans la reconnaissance par le PCF et la CGT de « l'économie de marché ». La théorie de la plus-value est remplacée par celle de la « valeur ajoutée ». La valeur ajoutée est un indicateur des richesses nouvelles produites dans le circuit économique ; elle se mesure par la différence entre la valeur finale de la production et le montant des consommations intermédiaires nécessaires à la production. Elle représente donc le total des profits des salaires et des prélèvements. C'est aussi une donnée comptable utilisée par la bourgeoisie, qui masque le fait que cette valeur est le résultat du travail, de la création de plus-value sur le travail. La somme des valeurs ajoutées au niveau national est utilisée aussi pour calculer le produit intérieur brut. Ainsi on peut revendiquer une augmentation de la valeur ajoutée sans toucher aux profits capitalistes, voire les augmenter..., tant que les normes sociales et environnementales chères au PCF seront respectées... En clair, les idéologues révisionnistes proposent une impossible théorie de l'harmonie entre profits capitalistes (le terme d'exploitation disparaît du vocabulaire du PCF et de la CGT) et développement des investissements pour l'emploi, les salaires et la formation. L'objectif assigné est de limiter la spéculation financière et d'orienter les investissements des monopoles capitalistes pour la production, affublée aujourd'hui d'un nouvel habillage écologique. C'est la domination des auteurs « d'excès », des empêcheurs de tourner en rond d'un capitalisme « régulé » comme but, qui est dénoncée par Roussel.

L'orientation du projet du PCF, découle finalement encore de la conception selon laquelle « la logique des besoins » à la place de la logique financière dans le cadre du capitalisme aménagé est possible puisqu'elle aurait été appliquée après-guerre jusqu'aux années 70, en bref un rêve keynésianiste contre la science marxiste.

« L'humain d'abord », slogan phare du PCF, voilà comment Marx jugeait déjà les auteurs de tels slogans : « *Son Parti, c'est le "parti des hommes", c'est-à-dire des exaltés naïfs et magnanimes qui défendent des intérêts bourgeois en les déguisant en buts "humains".* » (Karl Marx, dans *La critique moralisante et la morale critique*).

Extrait du programme du Parti communiste révolutionnaire de France sur le capitalisme :

« La cause des crises du capitalisme-impérialisme est la contradiction entre la socialisation de la production et la propriété privée des moyens de production et d'échange. D'un côté, des millions d'humains travaillent en interaction, maîtrisent les outils de production et créent les richesses ; de l'autre, une poignée de capitalistes décident et profitent de la richesse créée par les millions de travailleurs et de travailleuses. »

Extraits des Thèses du Parti communiste révolutionnaire de France sur l'État :

43/ - Deux questions sont indissociables pour appréhender le capitalisme, celle de la propriété privée des moyens de production et celle du caractère de classe de l'Etat.

44/ - L'Etat bourgeois peut revêtir plusieurs formes : République plus ou moins démocratique, Monarchie constitutionnelle, fédéralisme, fascisme, autoritarisme (bonapartisme), mais son contenu de classe est unique : dictature du capital sur le peuple travailleur, sur les nationalités opprimées.

45/ - Engels rappelle que ce sont les puissances d'argent qui s'accaparent le pouvoir capitaliste, « la richesse exerce son pouvoir d'une façon indirecte mais d'autant plus sûre ... premièrement par la corruption directe des fonctionnaires (1) et deuxièmement par l'alliance du gouvernement et de la Bourse ».

(1) Engels ne désigne pas ici les fonctionnaires au sens actuel mais les hauts commis de l'Etat : la bureaucratie/technocratie d'Etat, dont les membres appartiennent à la bourgeoisie.

46/ - Sous le stade impérialiste, le tournant vers la réaction s'exprime par **la subordination** du gouvernement et de l'Etat à l'oligarchie financière, par l'échange permanent des responsables entre les conseils d'administration des monopoles et l'appareil d'Etat.

47/ - Vaincre l'illusion spontanée que l'Etat est au-dessus des classes, le bien de l'ensemble de la société, l'arbitre du conflit entre les classes sociales. (*Il faut aussi combattre le point de vue révisionniste selon lequel l'Etat serait le produit d'un rapport des forces entre classes antagonistes ; thèse alibi d'une conquête parlementaire du pouvoir d'Etat. L'Etat bourgeois n'est pas un instrument neutre mais sa fonction est toujours de servir la domination de classe de la bourgeoisie monopoliste.*)

48/ - **L'appareil d'Etat capitaliste utilise conjointement coercition et recherche du consensus pour briser toute contestation.** La superstructure bâtie sur les rapports de production capitalistes englobe l'ensemble des vues juridiques, religieuses, politiques, idéologiques, scolaires qui concourent au maintien du régime capitaliste. Ses vues sont diffusées par le canal des diverses institutions qui forment des appareils visant

à assurer l'hégémonie de l'idéologie bourgeoise : « **les idées dominantes sont toujours celles de la classe dominante** ».

49/ - La superstructure joue un rôle décisif sous la direction et la domination de la classe capitaliste pour organiser le consensus Exploiteurs/Exploités qui soumet ces derniers aux vues dominantes.

51/ - **Pour diriger, toute classe dominante a besoin d'alliances, d'un certain consensus pour gouverner.** L'oligarchie financière ne fait pas exception sinon on ne comprendrait pas comment ce système peut perdurer. Ces alliances tissées par la bourgeoisie monopoliste avec l'aide de l'appareil d'Etat et d'institutions privées : les églises, les médias ... varient d'un pays à l'autre. En France, la bourgeoisie non monopoliste, les grands propriétaires fonciers, la plupart des moyens et petits capitalistes, une partie des couches moyennes soutiennent ce système. Une partie de la classe ouvrière et des employés via les partis et syndicats réformistes est neutralisée (soutien passif au système). Ces travailleurs doivent être gagnés.

53/ - Toutefois, même sans consensus profond, le capital financier exerce sa dictature **avant tout** grâce aux corps **répressifs** de l'appareil d'Etat : Armée/Gendarmerie/Police/tribunaux d'un côté, bureaucratie de l'autre.

68/ - **En France contemporaine, la démocratie bourgeoise est donc la forme prise actuellement par la dictature du capital.** Est tolérée (tant que le danger révolutionnaire est maîtrisé) la propagande des forces sociales politiques hostiles au capitalisme, mais la totalité des éléments de la superstructure et de l'infrastructure sont aux mains du capital.

70/ - Le principal moyen de mystification des masses populaires en démocratie bourgeoise reste le suffrage universel et les élections. Le concept utilisé par la bourgeoisie et ses alliés de « citoyenneté » implique la fausse égalité du banquier, du propriétaire foncier, de l'ouvrier, du petit paysan. Les élections servent à légaliser, à légitimer la dictature du capital, présentée comme « l'expression de la majorité citoyenne ».

C. PROGRAMME DE ROUSSEL, PETIT EXAMEN DE TEXTE

Titre : *Pour un pacte social écologique, républicain, six objectifs pour l'humain et la planète d'abord, trois moyens de reconstruire une France des jours heureux.*

Tout ce programme est écrit sans jamais aborder la question de la propriété, encore moins des monopoles.

« Nous n'avons pas le droit d'oublier que l'esclavage salarié est le lot du peuple même dans la république bourgeoise la plus démocratique », Lénine.

Le programme ou plutôt projet de Roussel est fondamentalement idéaliste au sens philosophique c'est-à-dire en opposition au matérialisme philosophique. Tout a l'air de pouvoir se faire en dehors des conditions sociales, de la propriété privée. L'État est comme un être supérieur au dessus des réalités sociales qui le construisent (idéalisme philosophique), l'Etat et même la République sont d'après lui sans caractérisation de classe, « au dessus ».

Or il n'y a pas dans le monde de phénomènes isolés, tous les phénomènes sont liés entre eux et se conditionnent réciproquement, tout régime social et tout mouvement social dans l'histoire doivent être jugés, non du point de vue de la « justice éternelle » ou de quelque autre idée préconçue et supérieure à tout, mais du point de vue des conditions qui ont engendré ce régime et ce mouvement social et avec lesquelles il sont liés. L'activité pratique du parti révolutionnaire doit donc être fondée, non pas sur les désirs louables des « individualités d'élite », sur les exigences de la « raison », de la « morale universelle », ou de « l'humain » etc., mais sur les lois du développement social, sur l'étude de ces lois.

« D'une façon générale, on peut dire que la tendance à éluder la question de l'attitude de la révolution prolétarienne envers l'Etat, tendance avantagée pour l'opportunisme qu'elle alimentait, a conduit à la déformation du marxisme et à son total avilissement » (Lénine. Chapitre VI de « L'Etat et la révolution », (souligné par l'auteur).

Tout le vocabulaire du réformisme politique est présent, confirmation et accentuation des théories sociales-démocrates de gauche proudhonienne et d'un parti qui est allé plus loin dans l'abandon définitif du marxisme, et qui n'en est même plus au révisionnisme du marxisme.

Tout ce vocabulaire est repris par les directions syndicales locales et nationales (documents d'orientations syndicaux CGT, FSU, etc.), le « *mode de développement humain et durable* » témoigne de la domination de l'idéologie réformiste.

A la lumière des (trop brefs) premiers paragraphes de notre brochure, la plupart des citations (en italiques) et expressions relevées ci-dessous, se suffisent à elles-mêmes et ne nécessitent pas beaucoup de commentaires (en gras) pour comprendre leur caractère antirévolutionnaire.

Les expressions de l'introduction du projet de Roussel : « transformations, aux Françaises et aux Français, compatriotes, la France qui renoue avec le droit au bonheur, principes de justice, d'égalité et de solidarité, qui sont ceux de la République Sociale et démocratique, laïque et universaliste, écologiste et féministe, république qui aura à cœur de faire des biens communs sa priorité ; arracher enfin le pouvoir à la finance ; révolution féministe ; transformation radicale, construire une nouvelle (**société ? Non ! ndla**) majorité politique (**sic**) ; « Tout le sens du pacte qui est ici proposé aux Françaises et aux Français, au mouvement social et que je soumetts au plus large débat à gauche...faire élire le plus grand nombre de député-e-s de gauche. », ... »

Nous trouvons plusieurs fois le mot révolution ! mais : « révolution féministe », « révolution du travail », « les révolutions sociale, écologique, féministe se mèneront en complémentarité, ... » ; « révolution de la fiscalité et du crédit ».

L'humain et la planète d'abord :

1- Une révolution du travail

(sujet « travail » très important car concernant le cœur du mode de production capitaliste, le lieu d'exploitation et de plus-value, contrairement au seul cycle de la circulation de l'argent où se cantonne la plupart des propositions des sociaux-réformistes...) :

Extraits introduction : « logiques financières du capital et du profit, pour une sécurité de l'emploi et de la formation, logique folle et inhumaine, course obsessionnelle aux profits et à laquelle se livre le capital, s'ouvriront des espaces de libertés dans le travail et hors du travail (**Dans le cadre du salariat, propriété privée et rapports sociaux capitalistes... ! ndla**), transformer en profondeur les règles qui régissent les entreprises, les banques, l'État, intervenir sur les décisions économiques et l'utilisation de l'argent, faire prévaloir d'autres critères de décisions... » (**voir plus haut explication des « critères de gestion »**).

« Des créations d'emploi massives dans les trois secteurs – public, économie sociale et solidaire, privé -prendre le pouvoir sur l'utilisation de l'argent. Afin que le rapport de force change face aux puissances d'argent, cette démarche sera portée à l'échelle européenne...., »

propositions : 1ère proposition sur les 180 du programme de Roussel : négociations tripartites (!) puis, « C'est en devenant acteurs à part entière dans leurs entreprises...présence accrue d'administrateurs et d'administratrices salariés dans les CA ... une loi sur la sécurité de l'emploi... cette réforme s'accomplira grâce aux changements de pouvoirs dans les entreprises et les territoires (**on perçoit ici les liens de Roussel et du PCF avec les bureaucraties syndicales. L'aspiration de cette couche bureaucratique à bénéficier de strapontins se traduit par ce rêve de participer aux décisions du capital ; ce type de proposition s'inscrit dans la vision techniciste et technocratiques des dirigeants de la CGT et d'autres centrales syndicales, se substituant à l'approche de classe dans leur stratégie de cogestion pour accompagner le mode de production capitaliste. Les visées des conseils**

d'administration n'ont pour objectif que de gonfler et de répartir les dividendes du profit maximum ! Quant à une « loi sur la sécurité de l'emploi » elle n'est pas sans rappeler la « sécurité sociale professionnelle » de la CGT projet réactionnaire le plus symbolique du glissement vers le syndicalisme d'accompagnement de la centrale autrefois de luttes de classes).

Le départ à 60 ans avec une pension à taux plein sera garanti pour une carrière complète allant de 18 à 60 ans avec prise en charge des cotisations pour les périodes de non travail. » (les 42 annuités seraient donc entérinées ? Ainsi le projet social et son bilan économique devient-il plus crédible ? Est-ce une proposition de statu quo et un bon signe lancé pour la future bataille contre le projet du futur gouvernement ?).

Semaine de 32 heures : cette mesure restituera aux salariés les gains de productivité qu'ils réalisent. Restitution toujours dans les rapports de production capitalistes ! Il n'y aurait donc aucune autre perspective que le partage des richesses qui sont exclusivement produites par les travailleurs ; c'est toujours la même rengaine des bureaucraties petites bourgeoises, ces luttes pour le temps de travail sont indissociables d'une lutte pour la révolution et pour des rapports sociaux socialistes : en France, c'est en moyenne au bout de 2h30 que le salarié (encore moins pour la salariée) a fini de travailler « pour lui » ou environ 14h30 par semaine, donc c'est quoi ces 32 heures ? C'est au final toujours du profit pour le capitalisme et du travail volé pour le travailleur.

Les aides publiques aux entreprises (sic) seront suivies et démocratiquement contrôlées, assurer la transparence de ces aides...

2- Priorité aux biens communs page 25

logiques mortifères, le respect du cadre légal et des missions du service public, contre les influences de la finance et des pouvoirs en place (Et l'État ??), l'économie sociale et solidaire (avec le service public) constituent un mode d'entreprendre et de développement qui échappe à la logique dominante du profit. Les favoriser, c'est contribuer à impulser un autre modèle de développement

3- la jeunesse avenir de la France

introduction : « C'est grâce à elle que se font jour des comportements nouveaux dans la société, que les batailles pour l'égalité des droits progressent, que l'on pourra dans le futur mettre fin au patriarcat »

Longs constats des conséquences du capitalisme sans jamais nommer le responsable, au mieux en désignant les « politiques menées à l'occasion des derniers quinquennats ».

mettre un terme aux logiques capitalistes, l'heure est venue de rompre radicalement avec trente ans d'incurie et de renoncement

4- un nouveau modèle de développement

les immenses défis écologiques sont intimement liés par les logiques de rentabilité financière et de profit. Ce sont surtout les grandes entreprises, les banques et le capital

qui sont responsables. L'État est, pour sa part coupable de ne pas agir sur elles... nouveau modèle de développement, intégrant critères sociaux, critères écologiques et d'économie, ressources considérables aujourd'hui gaspillées dans la sphère de la finance spéculative (voir plus haut en chapitre 1 notre explication des « critères » de gestion anti-marxistes et de séparation proudhonienne entre un BON et un MAUVAIS capitalisme), De conditionner les fonds publics.

5- révolution féministe

sans révolution féministe, il n'existera pas de transformation réelle et profonde de la société.

6- A la conquête de l'égalité réelle et de l'émancipation

Belle introduction effarante :

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits » DDHC 1789, Force est de constater que ce principe fondateur de la nation française n'est pas respecté plus de deux siècles plus tard **AUCUNE** caractérisation de la révolution bourgeoise, de la nature du régime depuis deux siècles.

MOYEN 1 : s'attaquer au coût du capital et de la dictature de la finance, prendre le pouvoir sur l'utilisation de l'argent.

s'attaquer au capitalisme ? NON : « s'attaquer au coût du capital » veut bien dire qu'on prend acte et garde le capitalisme, le capital mais qu'on essaie de faire en sorte qu'il coûte moins cher « pour les salariés »

« S'attaquer au coût du capital et à la dictature de la finance » (souligné par nous, déjà entendu avec Hollande !).

« prendre le pouvoir sur l'utilisation de l'argent » ; il est donc clairement dit que nous nous situons encore dans le cycle de circulation de l'argent (comment utiliser l'argent, comment le partager avec le capital, comment favoriser le bon argent, le bon capital) mais pas dans le cycle de production des richesses entre le salarié et le capitaliste propriétaire où pourtant l'exploitation se joue.

Extraits introduction : les moyens à mobiliser doivent être à la hauteur si l'on veut surmonter la double crise, économique et sanitaire, qu'affronte la France, comme l'ensemble de la planète ; exigera donc des dépenses de l'ordre de 300 milliards ; pour réunir cet argent, il ne suffira pas de répartir autrement les richesses existantes (**SUSPENSE !!!**), il faudra en cinq ans, augmenter massivement la création de richesses dans le pays (**OUF ! on a cru qu'il allait tout prendre aux capitalistes !!!**). Précisément plus de six millions de personnes.. en chômage ou sous emploi... le PIB s'en trouverait augmenter de 500 milliards ; valeur-ajoutée (**opposée au concept marxiste de plus-value ou survaleur**) ; surmonter l'obsession de la rentabilité ; une véritable révolution de la fiscalité et du crédit aura pour objet de faire pression ; dispositif de crédits superbouffés (pour) les capacités de création d'emplois et de valeur ajoutée dans les TPE-PME ; la nouvelle logique économique s'affirmera ; création monétaire des banques

et de la BCE ; nationalisations (**mais sans stratégie révolutionnaire**) ; crédits à des projets répondant à des critères précis en matière de développement de l'emploi (**penser que les banques, même publiques, puissent servir les intérêts populaires sous le capitalisme sans affrontements de classe de très haute intensité, posant ouvertement la question du socialisme-communisme, c'est une illusion**); orientation... libérée de la dictature des actionnaires ; centaines de milliard d'avances gratuites et partiellement remboursables qui pourront être mis par les banques à la disposition des 1,6 millions de TPE-PME remplissant ces conditions ; impôt sur les sociétés en fonction du CA et des résultats des entreprises ; dispositif encourageant un usage socialement et écologiquement efficace des investissements matériels des entreprises ; droits de tirage spéciaux, ces droits représentent des moyens de financement mis par le FMI (!) à la disposition des Etats qui pourraient devenir une monnaie commune mondiale alternative au dollar ; entreprises dissuadées de recourir aux placements financiers.

MOYEN n°2 : bâtir une nouvelle république, rendre au peuple sa pleine souveraineté. Une république sociale, démocratique, écologique, féministe, résolument laïque, internationaliste (**AVEC le même Etat et le capitalisme, l'esclavage salarié ? VOEU PIEU**) ; engager des changements majeurs des équilibres institutionnels ; Parlement à l'image de son peuple : parité, élu-e-s des catégories populaires ou de la diversité ; remettre le peuple au cœur du pouvoir ; droit de vote des résidents étrangers aux élections locales et européennes (**et pas aux législatives et aux présidentielles (qui semblent maintenues) ?**) ; délégués syndicaux ... verront renforcer leurs protections face à l'arbitraire (**DONC on reste dans les mêmes rapports de production capitaliste**) ; partenariats publics-privés PPP seront développés ; contribuer à traiter le mal à la racine (**sans toucher AU SYSTEME**)... rétablir durablement la cohésion de la nation ; compatriotes d'outre-mer ; promouvoir la liberté d'informer, garantir l'indépendance des médias (**VOEUX PIEUX sans lutte et stratégie révolutionnaire**).

MOYEN n°3 : agir pour transformer l'Europe de fond en comble

Nous renvoyons à notre contribution sur l'Union Européenne que vous avez sur notre site : « les communistes face à l'UE ».

Introduction : un autre ordre du monde en protégeant les peuples européens du capitalisme mondialisé, une nouvelle construction européenne refusant la concurrence, agissant pour l'harmonisation sociale vers le haut

Refonder un euro qui ne sera plus au service de la rente, les coopérations pourront s'établir à 27 mais aussi à 10, 5 ou 3 pour faire progresser des projets sociaux ou de réindustrialisation (**ou comment trouver des solutions à l'UE pour la sauver...**), notre pays militera en faveur d'une monnaie commune mondiale, les missions de la BM et du FMI devront être transformées, aide publique au développement de pays : il sera porté une très grande attention à la maîtrise d'ouvrage et à la réalisation par les Etats, entreprises des pays concernés (**vœux pieux : il est plus facile de gloser sur le co-développement que de combattre l'impérialisme, nouveau stade du capitalisme devenu capitalisme de monopoles, jamais cité ni dénoncé. Nous sommes encore dans l'aménagement impossible du système impérialiste mondial et pour Roussel**

sans fard avec l'aide de la BM, du FMI et de l'ONU !), développement humain, social et écologique (quasi même phrase, répétée souvent dans le projet de Roussel, que dans les textes de la direction CGT), forces armées garantes de la sécurité du pays, de la métropoles et des TOM, de la défense des intérêts nationaux notamment du vaste domaine maritime de la France (donc colonies confirmées et même bases extérieures...).

D. UNE SEULE ALTERNATIVE POPULAIRE : LA RÉVOLUTION POUR LE SOCIALISME-COMMUNISME

La lecture du projet de Roussel/PCF confirme le constat qu'il n'est plus un parti communiste mais un parti réformiste de type social-démocrate.

Libres à certains de penser que le « communisme moderne » conduirait automatiquement à ressembler, comme le PCF, trait pour trait à la vieille social-démocratie ; libres à nous, restés révolutionnaires, d'être convaincus – et d'en convaincre les autres – que le courant véritablement communiste a un avenir dans ce pays et dans le monde, que le marxisme est la source la plus scientifique d'analyse et de transformation du monde. On ne camoufle pas les faiblesses de notre mouvement communiste de France en se rangeant sous la bannière, fût-elle critique, de l'opportunisme et du réformisme (Mélenchon/LFI, PCF/Roussel...). Ces dernières années, bien que très minoritaires dans le pays, l'URCF, puis le jeune PCRf avec ses campagnes, a pu mesurer le capital de sympathie dont bénéficie le communisme révolutionnaire, notamment dans la classe ouvrière, dans les manifs, dans les quartiers, à la porte des entreprises, dans les entreprises. Les luttes sont le terreau du communisme, nous y construisons la reconnaissance et les bataillons du Parti. De la bolchévisation et du travail prioritaire en direction de la classe ouvrière émergera avec l'organisation communiste une stratégie révolutionnaire des luttes.

La révolution est une bataille longue et multiforme, a démontré Lénine dans « Le gauchisme, Maladie infantile du communisme ». Période qui avance en zigzags, faite d'avancées et de reculs. Pour que la révolution vienne à l'ordre du jour, il faut avoir éduqué la classe et les travailleurs depuis des décennies, sur la conviction qu'il faut travailler à détruire le capitalisme.

Il peut arriver aussi que la crise révolutionnaire débouche sur les seules grèves, quand l'avant-garde n'a pas éduqué les travailleurs dans la tâche de renversement du capitalisme, et s'est contentée des échéances électorales, des concessions peuvent être faites au mouvement pour sauver et pérenniser la domination capitaliste (voir mai 68 !).

L'unité idéologique de notre Parti Communiste Révolutionnaire de France permet de renouer avec le marxisme sur l'approche matérialiste de l'Etat, la révolution comme résolution de la contradiction capital/travail, la théorie léniniste de l'impérialisme, les origines ou plutôt les racines françaises (nos racines !) spécifiques du courant révisionniste dans le monde. Lénine a maintes et maintes fois expliqué que les défauts et traditions ne manquent pas d'apparaître, même sous des formes renouvelées.

L'opportunisme a ses racines objectives, découlant du caractère social hétérogène de la classe ouvrière, marquée par l'influence « petit propriétaire » de la paysannerie, de l'artisanat ou autre, des travailleurs indépendants déclassés de la bureaucratie ouvrière. L'influence idéologique de l'opportunisme ne manque pas de se diffuser dans les « cellules » de l'organisation communiste. L'opportunisme est porteur d'un maintien des rapports de production capitalistes, dont il critique les conséquences, mais dont il doute finalement de la nécessité ou de la possibilité révolutionnaire de leur destruction ;

l'opportunisme se rallie finalement à l'idée de mieux vivre sans changer de société, même si l'idéal révolutionnaire n'est pas abandonné en tant qu'idéal et bonne conscience... Ainsi l'opportunisme est-il un courant d'adaptation du parti communiste au capitalisme, un frein objectif à son développement. Tel a été le chemin du PCF avant sa social-démocratisation définitive. La lutte contre l'opportunisme doit être pensée, non pas tant comme une lutte contre des individus que comme une lutte contre un courant politique. Sans cette lutte permanente contre l'opportunisme et son porteur matériel, la petite bourgeoisie (particulièrement représentée en France), il ne peut y avoir de PC.

Le marxisme-léninisme, tout en prenant appui sur le mouvement spontané (et nous avons de la chance qu'il existe en France une forte spontanéité), va éduquer la classe, afin que se dégage une avant-garde, percevant la nature du système, de son Etat, du fait que la bataille pour les revendications (bataille importante) ne peut résoudre que des questions partielles mais pas les revendications fondamentales : destruction du capitalisme, propriété sociale des moyens de production, d'échange, d'informations, pouvoir du prolétariat.

Ainsi le travail du PCRf doit-il partir des préoccupations et souffrances du peuple-travailleur, de la nécessité de réponses immédiates sans attendre la révolution. Notre programme est construit autour de cet axiome (ou « cette loi ») vérifié : les grands changements, les conquêtes sociales ont toujours leurs sources dans les luttes de classes !

Rejeter par la grève et la lutte certaines conséquences du capitalisme (bas salaires, licenciements, violences d'Etat etc.), ce n'est pas encore rejeter le système d'exploitation lui-même et sa représentation politique. La dialectique de lutte du PCRf se situe là : « accuser le capitalisme » pour relier, par la démonstration et l'expérience de leurs propres luttes (et non pas une simple incantation), le mécontentement populaire aux sources matérielles (le capitalisme) qui engendrent tous les maux actuels. La construction du PC en dépend. Des années, voire des dizaines d'années de travail en ce sens seront nécessaires.

En même temps que se construira et se renforcera un véritable PC, indispensable pour transformer une situation révolutionnaire en révolution, nous résoudrons la question qui fait le plus défaut dans le mouvement ouvrier : faire grandir la conscience de classe et gagner la majorité active (la majorité de ceux qui luttent) à la compréhension de l'anticapitalisme puis à l'adhésion au changement de société par la révolution du socialisme-communisme avec son PC ; favoriser l'émergence d'un front social antimonopoliste regroupant organisations et partis progressistes, démocratiques, de jeunes, de femmes, anti-impérialistes, syndicats, collectifs, travailleurs non organisés, intellectuels...

La base politique du front doit être le front uni dans l'action des organisations communistes (bloc rouge) qui se réclament du marxisme-léninisme. Les axes politiques du front doivent constituer des éléments de rupture avec la politique capitaliste, mais ils ne relèvent que de la satisfaction urgente des besoins immédiats.

Cette voie est notre longue marche pour que les masses populaires prennent conscience que leurs aspirations ne peuvent se réaliser que par la révolution, mais également pour construire le Parti (objectif stratégique dont découlent nos tactiques), capable de jouer son rôle hégémonique pour fédérer les luttes ! Ces batailles exacerberont toutes les contradictions du système capitaliste, si les communistes jouent pleinement leur rôle avec leur Parti, des millions de travailleurs se poseront, par leur propre expérience, la question du bris de l'Etat capitaliste, obstacle ultime à leur émancipation sociale.

Cette lutte quotidienne contre les conséquences du capitalisme **constituera toute une époque historique**, le processus de luttes nationales et internationales qui prépareront la révolution anticapitaliste et la seule alternative à la crise générale aggravée du capitalisme-impérialisme : le socialisme/communisme !

Si les lecteurs sont intéressés à connaître la position de notre Parti sur ces élections présidentielles ainsi que ses thèmes de campagne et axes de lutte, nous les invitons à lire sur notre site des extraits du rapport à notre comité central sur ce sujet. Nous avons également fait fin janvier une déclaration que vous pouvez trouver résumée en tract.

Bien sûr, notre ligne politique est à lire à travers nos textes de congrès et documents théoriques ainsi que nos articles de notre journal organe central « *Intervention Communiste* ».

Vous trouverez également sur notre site notre programme dont vous pouvez lire un extrait ci-dessous.

Extraits du programme PCRf :

[...]

C/ La satisfaction des besoins matériels et culturels

Notre programme vise à inscrire nos objectifs dans les luttes contre les monopoles et pour battre les forces réformistes. Il ne s'agit pas d'aménager le système d'exploitation, ou de « l'humaniser », mais de mettre à jour ses contradictions pour élever la compréhension historique de la nécessité de briser l'État bourgeois. Enfin, les luttes revendicatives immédiates nourrissent le processus de luttes de classes jusqu'à la révolution socialiste, non pour « faire l'économie » de cette dernière, mais pour qu'elle soit au cœur des luttes quotidiennes. C'est d'autant plus nécessaire que la victoire

temporaire de la contre-révolution, venant après des années de domination de l'Eurocommunisme révisionniste dans le PCF, a détruit le mouvement révolutionnaire dans notre pays et affaiblit de manière considérable la conscience de classe révolutionnaire.

Nous avons comme tâche programmatique d'aider la classe ouvrière à reconstruire cette conscience de classe révolutionnaire. Dans cette perspective se pose la question de la construction du Parti Communiste dont la classe ouvrière et les masses ont besoin pour mener leur combat et s'orienter contre la bourgeoisie. L'édification du Parti est un processus long et difficile auquel le PCRf entend apporter sa contribution sans sectarisme ou hégémonisme à l'égard des autres composantes du Mouvement Communiste de France, mais sur la base du marxisme-léninisme et de la nécessaire bolchévisation des organisations.

Dans la bataille pour le socialisme, nous poursuivons trois objectifs : la mobilisation des travailleurs contre l'exploitation capitaliste, la mobilisation contre la bourgeoisie en tant que classe, et la préparation des masses à l'affrontement révolutionnaire décisif.

II° LA SOCIÉTÉ SOCIALISTE VERS LE COMMUNISME

Notre objectif central est l'émancipation des travailleurs. Cela passe par la liquidation de l'exploitation capitaliste. Notre programme vise à la mise en mouvement de la classe ouvrière et de l'ensemble des forces sociales qui sont ses alliées. L'ensemble des luttes à mener doit conduire non pas à leur émiettement, mais au contraire à leur concentration, à leur interaction, et déboucher sur un renforcement de l'organisation des masses populaires. Le parti communiste est la plus haute expression de l'organisation de la classe ouvrière. Il veille à ce que les revendications, depuis la plus petite jusqu'à celles qui débouchent sur un face à face direct avec la bourgeoisie et son État, contribuent à l'élévation de la conscience révolutionnaire des masses et les préparent à l'affrontement révolutionnaire avec la bourgeoisie. Cela signifie l'utilisation de tous les moyens d'action populaire possibles pour briser l'appareil d'État et vaincre la bourgeoisie. L'expérience historique montre que lors de cet affrontement, les travailleurs doivent s'être dotés des instruments nécessaires pour briser et remplacer la machine d'État bourgeoise. Ces instruments sont ceux du nouveau pouvoir, la dictature du prolétariat qui met fin à la dictature de la bourgeoisie. La forme particulière que prendront ces instruments lors de la révolution se déterminera dans l'action, mais elle se formera à partir d'un vaste front social d'action contre la bourgeoisie autour de la classe ouvrière, front dont l'édification doit commencer dès maintenant à partir de la lutte pour reconstruire une conscience de classe révolutionnaire. Mais ce front doit s'orienter dans son action sur le contenu de notre programme : la révolution socialiste et la construction du communisme dans sa première étape socialiste. Ce front ne saurait être un front interclassiste, une alliance entre partis avec un programme commun : il s'agit du rassemblement, sur la base des convergences dans la lutte contre la bourgeoisie monopoliste et l'oligarchie financière, de la jeunesse, des femmes, de la paysannerie laborieuse, des semi-prolétaires, des intellectuels, des travailleurs indépendants, des retraités, participant par l'intermédiaire de leurs organisations comme individuellement

dans des comités populaires, autour de la classe ouvrière. Au sein du prolétariat, la classe ouvrière occupe une position sociale et des intérêts économiques et politiques, qui sont les seuls à même de matérialiser l'ensemble de leurs aspirations. La classe ouvrière y sera représentée par le syndicalisme de classe, par notre Parti communiste ou par un bloc d'organisations communistes, et par les travailleurs des entreprises. Des organisations politiques petites bourgeoises (celles qui se disent « de gauche ») pourront y participer, mais en aucun cas le Parti Communiste ne mettra de côté son objectif révolutionnaire au nom de l'unité. Ce front social d'action sera la base sociale d'appui de la révolution et du pouvoir prolétarien qu'elle mettra en place.

A/ Un État de type nouveau pour la classe ouvrière et les masses populaires

Le nouveau pouvoir devra organiser son appareil d'État, développant la plus large démocratie pour les masses populaires tout en organisant la défense du nouvel ordre social contre les tentatives contre-révolutionnaires intérieures comme extérieures. L'appareil administratif doit être mis au service de la population laborieuse, et être profondément transformé. Les travailleurs ne peuvent utiliser la machine d'État telle quelle qui a servi à les opprimer durant des siècles. Sous la direction de la classe ouvrière, ils doivent briser l'État capitaliste. La police sera restructurée sur la base de la participation des masses populaires aux questions de sécurité publique, l'armée également : elle fonctionnera sur la base d'une armée populaire, du principe du peuple en armes.

La Constitution socialiste reposera sur les organes de pouvoir populaire nés du processus révolutionnaire. Une assemblée nationale populaire sera la source du pouvoir politique et administratif. L'opposition entre exécutif et législatif sera supprimée, l'Assemblée mettant en œuvre les mesures adoptées. La justice sera indépendante, le principe électif sera introduit pour un certain nombre de fonctions, et le principe du jury populaire étendu. Une réforme de la justice administrative sera mise en place sur la base de la protection des citoyens. Le judiciaire ne pourra s'opposer à la volonté populaire. Au niveau local et régional, les organes de pouvoir populaire jouiront d'une large autonomie politique et administrative dans le cadre du respect des décisions prises par l'Assemblée nationale populaire. La direction des organes de pouvoir populaire sera collective. Le contrôle populaire des organes de pouvoir sera permanent. Tous les élus seront susceptibles d'être rappelés par leurs électeurs en cas de manquement à leurs devoirs. La masse des élus continuera à travailler entre deux sessions de l'Assemblée nationale populaire et des autres organes de pouvoir populaire. Ceux qui seront détachés de leur travail pour satisfaire à des tâches nécessitant le plein-temps seront indemnisés sur la base de deux fois le salaire médian maximum, sans pouvoir toucher plus que leur salaire. Cependant, des avantages en nature seront accordés pour que les élus exercent leur mandat et fonction, comme la gratuité des transports. La rotation des tâches doit être un principe. La notion de secret d'État ou de Défense ne pourra permettre d'étouffer des manquements à la légalité socialiste. Le pouvoir socialiste fonctionnera selon les principes de la démocratie socialiste : liberté de débat sur toutes les questions et décisions prises à la majorité dans toutes les instances. Pour s'exercer pleinement, la

démocratie socialiste doit s'appuyer constamment sur les initiatives et les critiques de la base.

B/ La propriété sociale des moyens de production et d'échange

Les moyens de production et d'échange seront confisqués aux monopoles et à l'oligarchie financière, et leur propriété sera socialisée, c'est-à-dire commune à l'ensemble des membres du peuple-travailleur. Au travers de leurs organisations, les travailleurs contrôleront l'appareil productif et participeront à la gestion des entreprises. La survalueur produite étant devenue sociale (on peut l'appeler le "surproduit"), elle sera destinée à la satisfaction des besoins sociaux et aux nécessités de l'État prolétarien (investissements, défense, recherche fondamentale...). Les gains de productivité pourront se répercuter en baisse de prix des objets et services de nécessité courante.

C/ La planification socialiste

Le nouveau pouvoir devra mettre en place un système de planification du développement économique et social, centralisé, visant à renforcer le processus de socialisation de la production, à mettre fin à l'anarchie de la production capitaliste, permettant un développement harmonieux de la société par la satisfaction des besoins et la lutte contre les inégalités. Les premiers plans devront s'attaquer au lourd héritage du capitalisme : il faudra reconstituer une solide base industrielle au service de l'économie socialiste, reconstituer une agriculture sur une base nouvelle, en tenant compte des facteurs écologiques, tout en mettant fin aux « agressions » contre l'environnement de la période du capitalisme. Au plan social, la planification assurera l'augmentation du pouvoir d'achat et du bien-être des travailleurs et devra mettre fin au chômage, comme ce fut le cas en URSS dès 1930. Elle contribuera à éliminer le fardeau des publicités mercantiles, l'excès d'activités commerciales sous le capitalisme, le gaspillage. Le plan sera élaboré à partir de la science et de la démocratie socialiste. Son projet sera soumis à la discussion de l'ensemble des travailleurs qui pourront l'améliorer en l'amendant. Tous les éléments concernant les orientations du plan devront être communiqués et les choix proposés justifiés par les responsables politiques.

[...]

Pour un bond en avant de la lutte des classes !

EDITO Le 22 mars doit être une date de rupture décisive pour le mouvement ouvrier français. C'est le moment de passer de la phase défensive à l'offensive, de la lutte pour la survie à la lutte pour la conquête. Les revendications de base, les luttes locales, doivent être reliées à une stratégie nationale claire et à une action collective massive. Le PCQRF appelle à une convergence des forces de gauche, à une alliance avec les forces démocratiques et anti-monopolistes, à une lutte pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales.

SOMMAIRE
P. 2 : Une nouvelle phase de la lutte des classes ?
P. 3 : Les élections municipales de 2020 : une opportunité historique ?
P. 4 : Le mouvement ouvrier français : une force de rupture ?
P. 5 : Les revendications de base : une lutte pour la survie ?
P. 6 : Les luttes locales : une lutte pour la conquête ?
P. 7 : La convergence des forces de gauche : une lutte pour la majorité ?
P. 8 : L'alliance avec les forces démocratiques : une lutte pour la majorité ?
P. 9 : Le programme radical : une lutte pour la conquête ?



200^{ème} anniversaire de la naissance de Karl Marx

1848 : Première expression de la révolution du prolétariat

SOMMAIRE
P. 10 : Le 200^{ème} anniversaire de la naissance de Karl Marx : une occasion de réflexion et d'action.
P. 11 : La révolution de 1848 : une première expression de la lutte des classes.
P. 12 : Le rôle de Karl Marx dans la révolution de 1848.
P. 13 : Les enseignements de la révolution de 1848 pour le mouvement ouvrier d'aujourd'hui.

Rebondissement de la crise politique : remettre en cause le capitalisme !

EDITO La crise politique actuelle en France est le résultat de la dégradation de la situation sociale et économique. Le capitalisme est en crise, et cette crise se traduit par une dégradation de la situation politique. Le mouvement ouvrier doit saisir cette opportunité pour remettre en cause le capitalisme et pour instaurer un régime démocratique et socialiste. Le PCQRF appelle à une action collective massive pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales.

SOMMAIRE
P. 14 : La crise politique actuelle en France : une opportunité historique ?
P. 15 : Le capitalisme en crise : une dégradation de la situation sociale et économique.
P. 16 : Le mouvement ouvrier : une force de rupture ?
P. 17 : La conquête de la majorité parlementaire : une lutte pour la conquête ?
P. 18 : Le programme radical : une lutte pour la conquête ?

RÉVOLTES POUR LE POUVOIR D'ACHAT

EDITO Les révoltes pour le pouvoir d'achat sont une réponse à la dégradation de la situation sociale et économique. Elles sont une lutte pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales. Le PCQRF appelle à une action collective massive pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales.

SOMMAIRE
P. 19 : Les révoltes pour le pouvoir d'achat : une réponse à la dégradation de la situation sociale et économique.
P. 20 : La lutte pour la conquête de la majorité parlementaire : une lutte pour la conquête ?
P. 21 : Le programme radical : une lutte pour la conquête ?

Une révolte populaire légitime !

EDITO Une révolte populaire légitime est une réponse à la dégradation de la situation sociale et économique. Elle est une lutte pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales. Le PCQRF appelle à une action collective massive pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales.

SOMMAIRE
P. 22 : Une révolte populaire légitime : une réponse à la dégradation de la situation sociale et économique.
P. 23 : La lutte pour la conquête de la majorité parlementaire : une lutte pour la conquête ?
P. 24 : Le programme radical : une lutte pour la conquête ?

Mettre en échec Macron et toutes les forces au service de la bourgeoisie !

EDITO Mettre en échec Macron et toutes les forces au service de la bourgeoisie est une lutte pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales. Le PCQRF appelle à une action collective massive pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales.

SOMMAIRE
P. 25 : Mettre en échec Macron et toutes les forces au service de la bourgeoisie : une lutte pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales.
P. 26 : La lutte pour la conquête de la majorité parlementaire : une lutte pour la conquête ?
P. 27 : Le programme radical : une lutte pour la conquête ?

Avec la classe ouvrière écrasons la réaction !

EDITO Avec la classe ouvrière écrasons la réaction est une lutte pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales. Le PCQRF appelle à une action collective massive pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales.

SOMMAIRE
P. 28 : Avec la classe ouvrière écrasons la réaction : une lutte pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales.
P. 29 : La lutte pour la conquête de la majorité parlementaire : une lutte pour la conquête ?
P. 30 : Le programme radical : une lutte pour la conquête ?

UN CONGRÈS POUR AUJOURD'HUI ET POUR DEMAIN

EDITO Un congrès pour aujourd'hui et pour demain est une lutte pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales. Le PCQRF appelle à une action collective massive pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales.

SOMMAIRE
P. 31 : Un congrès pour aujourd'hui et pour demain : une lutte pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales.
P. 32 : La lutte pour la conquête de la majorité parlementaire : une lutte pour la conquête ?
P. 33 : Le programme radical : une lutte pour la conquête ?

Pour mettre en échec l'offensive de la bourgeoisie monopoliste

Pour le droit à la retraite Grève générale nationale !

EDITO Pour mettre en échec l'offensive de la bourgeoisie monopoliste est une lutte pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales. Le PCQRF appelle à une action collective massive pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales.

SOMMAIRE
P. 34 : Pour mettre en échec l'offensive de la bourgeoisie monopoliste : une lutte pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales.
P. 35 : La lutte pour la conquête de la majorité parlementaire : une lutte pour la conquête ?
P. 36 : Le programme radical : une lutte pour la conquête ?

Une bataille historique !

EDITO Une bataille historique est une lutte pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales. Le PCQRF appelle à une action collective massive pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales.

SOMMAIRE
P. 37 : Une bataille historique : une lutte pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales.
P. 38 : La lutte pour la conquête de la majorité parlementaire : une lutte pour la conquête ?
P. 39 : Le programme radical : une lutte pour la conquête ?

Ne rien lâcher contre le Capital !

Sur l'épidémie de Covid-19

EDITO Ne rien lâcher contre le Capital est une lutte pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales. Le PCQRF appelle à une action collective massive pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales.

SOMMAIRE
P. 40 : Ne rien lâcher contre le Capital : une lutte pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales.
P. 41 : La lutte pour la conquête de la majorité parlementaire : une lutte pour la conquête ?
P. 42 : Le programme radical : une lutte pour la conquête ?

PLACE AUX « DAMNÉS DE LA TERRE » POUR UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ !

EDITO Place aux « damnés de la terre » pour une nouvelle société est une lutte pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales. Le PCQRF appelle à une action collective massive pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales.

SOMMAIRE
P. 43 : Place aux « damnés de la terre » pour une nouvelle société : une lutte pour la conquête de la majorité parlementaire et à la mise en œuvre d'un programme radical de transformations sociales.
P. 44 : La lutte pour la conquête de la majorité parlementaire : une lutte pour la conquête ?
P. 45 : Le programme radical : une lutte pour la conquête ?

ABONNEMENT

20€ pour 1 an
10€ étudiants et privés d'emplois
9€ e-abonnement
soutien à partir de 30€

Pour s'abonner : ic.pcrf@gmail.com

Chèque à l'ordre de « Mandataire PCRF »
Envoyer à : « Amis d'Oulianov, BP 40064
75862 Paris CEDEX 18 »

Le **P**arti **C**ommuniste **R**évolutionnaire de **F**rance (**PCRF**)



- Son site : www.pcrf-ic.fr

- Son journal :



ABONNEMENT
20€ pour 1 an
10€ étudiants et privés d'emplois
9€ e-abonnement
soutien à partir de 30€

Pour s'abonner : ic.pcrf@gmail.com
Chèque à l'ordre de « Mandataire PCRF »
Envoyer à : « Amis d'Oulianov, BP 40064
75862 Paris CEDEX 18 »

- Ses affiches (à découvrir et à commander via notre site, comme celles ci-dessous et de nombreuses autres...)



- Ses brochures, autocollants, tee-shirts...



- Sa chaîne Youtube : **TV Rouge IC**...



- Ses campagnes « **Accusons le capitalisme !** » :



<https://nosemplois.wordpress.com/>



<https://viechere.wordpress.com/>